



HAL
open science

Licence Droit

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'une licence. Licence Droit. 2010, Université Jean Monnet Saint-Étienne - UJM. hceres-02035751

HAL Id: hceres-02035751

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02035751v1>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Evaluation des diplômes Licences– Vague A

ACADÉMIE : LYON

Établissement : Université de Saint-Etienne - Jean Monnet

Demande n° S3110053923

Domaine : Droit, économie, gestion

Mention : Droit

Présentation de la mention

La licence en Droit proposée par l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne vise à l'obtention des compétences traditionnellement attendues de ce diplôme, à savoir l'acquisition d'une culture juridique générale commune et d'une maîtrise du raisonnement juridique. En particulier, elle permet d'acquérir la capacité à qualifier une situation juridique et à lui appliquer le régime juridique correspondant.

L'acquisition de ces compétences s'accompagne d'une volonté de donner aux étudiants une culture juridique de bon niveau ainsi qu'une ouverture sur les disciplines voisines. Les enseignements sont conçus dans la perspective d'un apprentissage cohérent et progressif ; ils font appel à des capacités d'analyse et de synthèse.

A l'issue de cette formation organisée sur six semestres de façon classique en cours magistraux et travaux dirigés, l'étudiant complète le plus souvent ses études par un master juridique ou, plus rarement, s'oriente directement vers le marché professionnel.

Avis condensé

● Avis global :

La licence en Droit proposée par l'Université de Saint-Etienne est une formation généraliste présentant un parcours formation initiale et un parcours formation continue. La formation est organisée autour d'unités fondamentales et complémentaires dans toutes les branches du droit public et du droit privé, mais aussi d'enseignements d'ouverture, tels que Sociologie politique, Histoire, Economie et Anglais.

Le socle de connaissances juridiques proposé est tout à fait satisfaisant ; l'équilibre général de la licence est bien assuré ; l'équipe pédagogique est structurée. Dotée d'un effectif modeste et en légère baisse, la mention offre un accompagnement individualisé des étudiants qui s'appuie sur des dispositifs de tutorat à visée différenciée en L1 et en L2.

En revanche, la réflexion sur l'insertion professionnelle et sur l'ouverture à l'international est insuffisamment développée. Parallèlement, les résultats des évaluations des enseignements et de la formation pourraient être mieux exploités pour le pilotage de la licence.

● Points forts :

- La licence présente un bon équilibre général avec un programme pédagogique complet et cohérent.
- L'équipe pédagogique est bien structurée.
- Les étudiants bénéficient de dispositifs d'accompagnement et de la possibilité d'effectuer des stages.



- Points faibles :
 - L'ouverture aux compétences transversales (informatique) et à l'international est limitée.
 - L'analyse du devenir des non diplômés et de la réorientation est insuffisante.

- NOTATION GLOBALE (A+, A, B ou C) : A

- Recommandations pour l'établissement :
 - Il pourrait être envisagé de renforcer les dispositifs d'aide à la réussite des étudiants en les développant en 2^{ème} et 3^{ème} années ainsi que de clarifier les règles de compensation.
 - Il serait en outre souhaitable d'envisager de développer les partenariats professionnels et de réfléchir sur l'opportunité d'encourager davantage les étudiants à effectuer des stages leur permettant une approche pratique des disciplines juridiques.
 - Il faudrait enfin renforcer l'internationalisation de la mention en encourageant dès la licence le départ à l'étranger pour un séjour d'études.

Avis détaillé

1 ● Pilotage de la licence :

L'équipe pédagogique apparaît cohérente et structurée, mais selon ses responsables, son importance numérique nuit à la souplesse nécessaire au diplôme. La connaissance et le suivi de la population étudiante et leur impact sur le pilotage restent insuffisamment visibles. Les informations sur l'évaluation des enseignements par les étudiants restent parcellaires.

La valorisation du diplôme est, quant à elle, satisfaisante.

2 ● Projet pédagogique :

Le projet pédagogique est classique pour une licence en Droit : la mention est centrée sur l'apprentissage progressif du raisonnement et des techniques juridiques et sur l'acquisition d'une culture juridique fondamentale.

La présence d'un enseignement obligatoire de l'anglais dès la première année doit être remarquée. En revanche, l'acquisition d'une formation en informatique n'est pas une priorité, même si des efforts ont été entrepris pour remédier à ce manque.

3 ● Dispositifs d'aide à la réussite :

Ces dispositifs sont en augmentation et attestent de la volonté des responsables de la mention de promouvoir une approche individualisée des étudiants. L'encadrement des étudiants est assez satisfaisant.

A cet effet, un tutorat est organisé en L1 et en L2 avec des finalités différenciées. Les étudiants se trouvant dans une situation spécifique sont pris en compte.

4 ● Insertion professionnelle et poursuite d'études choisies :

Les renseignements fournis dans le dossier sur l'insertion professionnelle sont insuffisants et ceux relatifs à la poursuite d'études gagneraient à être étoffés. L'ouverture professionnelle est toutefois en partie assurée par la présence riche et variée de professionnels intervenant dans la formation. Le stage n'est pas obligatoire et l'information sur les débouchés est parcellaire.

Enfin, la mobilité internationale des étudiants de la mention reste encore faible.